

**Séance ordinaire du  
mardi 30 novembre 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Protection de la population  
et tranquillité publique**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

**Absents / Excusés :**

Eddine ARIZTEGUI, Clara GIMENEZ, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Prise en charge par la Ville de Montpellier des engins motorisés saisis dans le  
cadre des rodéos motorisés - Délégation de Service Public - Fourrière automobile  
- Avenant n°5 - Protocole d'intervention - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Les rodéos urbains sont devenus depuis quelques années un véritable phénomène de délinquance qui concerne un grand nombre de villes.

Le phénomène n'est pas nouveau et touche l'ensemble de notre pays. Il génère des comportements qui mettent en danger la sécurité de leur auteur et la vie entière des habitants des quartiers ou des villages qui le subissent.

En France, la loi n° 2018-701 du 3 août 2018 renforce la lutte contre les rodéos motorisés. Cette loi vise notamment les comportements compromettant délibérément la sécurité ou la tranquillité des usagers de la route.

L'article L236-1 du code de la route dispose que :

I.- Le fait d'adopter, au moyen d'un véhicule terrestre à moteur, une conduite répétant de façon intentionnelle des manœuvres constituant des violations d'obligations particulières de sécurité ou de prudence prévues par les dispositions législatives et réglementaires du présent code dans des conditions qui compromettent la sécurité des usagers de la route ou qui troublent la tranquillité publique est puni d'un an d'emprisonnement et

de 15 000 € d'amende.

II.- Les peines sont portées à deux ans d'emprisonnement et à 30 000 € d'amende lorsque les faits sont commis en réunion.

III.- Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et 45 000 € d'amende dans certaines circonstances.

Certains quartiers de la ville de Montpellier pâtiennent particulièrement du développement des rodéos urbains par les risques d'accident qu'ils provoquent et les troubles à l'ordre et la tranquillité publics qu'ils génèrent.

C'est pourquoi, dans le cadre de la politique publique partenariale initiée depuis le début de ce mandat en matière de prévention et de sécurité, il est proposé en lien avec le Procureur de la République et la Direction Départementale de la Sécurité Publique de l'Hérault, un partenariat visant à lutter collectivement contre ce phénomène.

La Ville de Montpellier souhaite, par le biais de sa fourrière automobile, soutenir l'action du Parquet du tribunal judiciaire de Montpellier et des interventions des différents services de police municipale et nationale en facilitant le gardiennage des engins utilisés pour la commission des faits.

A cette fin, un protocole d'intervention permettant d'assurer le gardiennage à titre gracieux pour les services de l'Etat, des engins motorisés saisis dans le cadre des procédures judiciaires est proposé.

La mise en œuvre de ce protocole nécessite un avenant n°5 au contrat de Délégation de Service Public (DSP) Fourrière avec l'exploitant EGS Montpellier, afin de prendre en compte les modalités d'organisation introduites par ces évolutions, conformément à l'article L. 3135-1 5° du Code de la commande publique.

L'avenant n°5 propose ainsi la modification de l'article 49 relatif à la rémunération du délégataire. L'annexe 3 relative aux tarifs sera également modifiée.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes du Protocole relatif à la prise en charge par la Ville de Montpellier, des engins motorisés saisis dans le cadre des rodéos motorisés ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°5 à la Convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation de la fourrière automobile ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le protocole, ainsi que l'avenant n°5 de la convention de Délégation de Service Public, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 8 décembre  
2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 8 décembre 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Protocole relatif à la prise en charge par la Ville des engins motorisés saisis dans le cadre des rodéos motorisés.pdf
- Annexe 3 Tarifs.pdf
- Avenant 5 Contrat DSP Fourrière.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20211130-173748-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 08/12/21  
Réception en Préfecture : 08/12/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.